

Crise économique à l'horizon :

Une opportunité de préparer l'avenir

Michel Arsenault, président de la FTQ

Lundi prochain, les premiers ministres se rencontreront à Ottawa pour faire le point sur la réponse à donner à la récession qui se profile à l'horizon. Le moins que l'on puisse souhaiter, c'est qu'ils apportent une réponse à la hauteur du problème.

Avec l'effondrement financier et une récession confirmée et profonde aux États-Unis, les pouvoirs publics ont le devoir de réagir avec vigueur pour en atténuer les conséquences économiques et sociales.

Cette situation exceptionnelle appelle à nos yeux un plan d'action immédiat, costaud et visionnaire. **Immédiat**, parce qu'il faut agir maintenant pour que les mesures aient leur impact au bon moment; **costaud**, pour que la récession fasse le moins de dommages possible et **visionnaire**, pour que les mesures aident à mettre la table pour l'avenir.

L'étape préalable pour ce faire est de mettre de côté le dogme du maintien de l'équilibre budgétaire à tout prix. Si le déficit zéro constitue le simple bon sens en temps normal, il frise l'irresponsabilité quand le secteur privé tire de la patte.

Il est impératif que le gouvernement fédéral, fort de la meilleure situation budgétaire de l'OCDE, mette à profit sa marge de manœuvre. Cela est d'autant plus nécessaire que plusieurs des leviers névralgiques sont à Ottawa.

En tout premier lieu, il faut absolument qu'Ottawa bonifie immédiatement, ne serait-ce sur une base temporaire, les prestations de l'assurance-emploi. Encore aujourd'hui, moins de la moitié des chômeurs reçoivent des prestations. Il s'agit là d'une mesure nécessaire d'un point de vue d'équité, mais également d'un point de vue d'impact économique. Toutes les analyses économiques en conviennent, lors d'une récession la bonification des prestations de l'assurance-emploi ou des transferts aux bas salariés constituent les mesures ayant le plus grand impact économique. Le fédéral pourrait en profiter pour remettre en place un programme d'ajustement pour les travailleurs âgés (PATA) mis de côté sous le règne des libéraux : un programme au coût modeste, mais indispensable quand les temps sont durs.

Dans la même lignée, Ottawa devrait ouvrir des crédits supplémentaires en vertu de la partie II du programme de l'assurance-emploi pour hausser de façon significative les transferts aux provinces en matière de formation professionnelle. Avec la pénurie anticipée de main-d'œuvre qualifiée, il s'agirait là d'un investissement judicieux et opportun.

En troisième lieu, il nous semble important de profiter de ce moment pour lancer un vaste chantier pour préparer nos entreprises et nos collectivités au virage du développement durable. D'un point de vue fiscal, il s'agit là d'investissements payants pour leur impact économique, mais qui nous aideront à se mettre à l'avant-garde. Parmi les mesures à privilégier ici, nous pensons

notamment à la modernisation de nos systèmes de transport en commun, mais également au fameux axe ferroviaire Québec-Windsor dont on parle toujours sans le mettre en œuvre. Nous pensons par exemple que nos gouvernements devraient proposer un programme pour aider les PME à faire le diagnostic environnemental de leurs activités.

Une relance de l'investissement en logement social qui mette à profit les surplus de la Société canadienne d'hypothèque et de logement serait également une mesure payante pour l'économie et nécessaire pour aider les bas salariés dans nos grandes villes.

Il importe de maintenir l'application des mesures d'amortissement accéléré pour les entreprises, ainsi que de fournir à celles qui innovent des crédits d'impôt remboursables.

Finalement, ce qu'il ne faut pas faire dans la situation actuelle : réduire les transferts aux provinces.

Nous avons tous en mémoire les conséquences de la réduction drastique des transferts fédéraux et conséquemment des dépenses de programmes du milieu des années 1990. Elle a contribué à faire de cette décennie la pire décennie en termes de croissance économique depuis les années trente et elle a eu des impacts dont nos systèmes de santé et d'éducation se remettent encore.

Le maintien de dépenses de programmes se justifie du fait des services offerts à la population, mais elles sont également plus payantes au point de vue économique que n'importe quelle baisse d'impôt.

Impact économique de mesures fiscales

Changement du PIB réel en une année pour un dollar investi

Amélioration des prestations de l'assurance-emploi	1,69 \$
Investissement en infrastructures	1,59 \$
Augmentation des dépenses sociales	1,36 \$
Baisse d'impôt sur le revenu des particuliers	1,03 \$
Baisse d'impôt sur les gains de capitaux	37 ¢
Baisse d'impôt sur le revenu des sociétés	30 ¢
Dépréciation accélérée des investissements	27 ¢

Sources: 2008 Moody's Economy.com